



24^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Point 3 de l'ordre du jour

Dialogue interactif avec le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination

Genève, le 10 septembre 2013

Déclaration et questions de la Suisse

Monsieur le Président,

Nous félicitons le Groupe de travail de son rapport et ses activités. L'étude des législations nationales de 13 pays africains réaffirme la nécessité de réglementer de manière efficace les activités des sociétés militaires et de sécurité privées. Un projet de loi fédérale sur les prestations de sécurité privées fournies à l'étranger est actuellement débattu au Parlement suisse.

Les stratégies réglementaires nationales vont aussi être discutées pendant la conférence internationale sur le Document de Montreux organisé par la Suisse et le CICR en décembre 2013 ("Montreux+5"). A ce jour, 46 Etats de toutes les régions du monde ainsi qu'une organisation internationale soutiennent ce texte [état août 2013].

Le Code de Conduite international des entreprises de sécurité privées est aujourd'hui signé par près de 700 entreprises privées de sécurité en provenance de 70 pays [état août 2013]. Les parties prenantes – gouvernements, organisations non gouvernementales et entreprises de sécurité privées – ont négocié avec succès le texte de la charte du mécanisme de gouvernance et contrôle du Code. Nous tenons à remercier le Groupe de travail pour ses commentaires qui ont été très utiles dans ce processus. Ce mécanisme, qui sera lancé et mis en place sous la forme d'une association de droit suisse la semaine prochaine à Genève, a comme objectif d'assurer que les entreprises qui ont signé le Code et qui ont décidé d'adhérer à l'association, respectent ses dispositions. Pour cela, un processus de certification sera établi et les fonctions de monitoring et de traitement des plaintes seront rendues opérationnelles.

Plusieurs entreprises privées de sécurité, gouvernements et organisations gouvernementales ont confirmé leur participation à la première assemblée constitutive de l'association en tant que membres

fondateurs. Des organisations de la société civile, représentants du monde académique et clients non-étatiques ont confirmé leur participation à la conférence de lancement en tant qu'observateurs.

L'adhésion à l'association est toutefois toujours possible, à n'importe quel moment, pour toute entreprise privée de sécurité, gouvernement participant du Document de Montreux, et ONG qui le souhaitent.

Nous considérons qu'il s'agit là d'un mécanisme multipartite unique, qui permettra de vérifier les engagements en matière de respect des droits de l'homme pris par les entreprises ayant adhéré à cette initiative volontaire. Notre espoir est que tous les clients de ces entreprises exigeront, à l'avenir, la certification par l'Association du Code de Conduite.

Monsieur le Président, nous vous remercions.